

1,5 MILLIARD DE DOLLARS TRANSFÉRÉ EN 2007 AU TITRE DES PENSIONS DE RETRAITE  
D'ALGÉRIENS DE L'ÉTRANGERToujours beaucoup de retard et de dysfonctionnements  
au niveau de la Badr

**Le ministre des Finances a annoncé, jeudi 29 janvier 2009, que le montant des pensions de retraite des Algériens, transférées en devises en Algérie et encaissées au niveau des agences de la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr), est passé de 2 millions de dollars en 1997 à plus de 1,5 milliard de dollars en 2007. Mais il est resté muet (voir Soir d'Algérie du 11 juin 2008 - espace Retraite) sur les conditions de perception de ces pensions au niveau des guichets de la Badr partout en Algérie.**

Ces conditions sont excrables : très mauvais accueil, lot d'humiliations, des mois de retard, «perte» de mensualités, attentes très longues pendant plusieurs jours et dans la rue (!), communication désastreuse, absence d'informations... Selon l'APS, à une question posée par un membre du Conseil de la nation, lors d'une séance consacrée aux questions orales, le ministre a affirmé que les agences de la Badr, réparties à

travers le territoire national, ont enregistré plus de 3,9 millions d'opérations de transfert de pensions de retraite entre janvier et octobre 2008. Plus de 4,4 millions de transferts de pensions des retraités algériens des caisses de retraite étrangères vers l'Algérie ont été enregistrés en 2007, a-t-il ajouté en précisant que ces opérations avaient avoisiné les 4,1 millions en 2006. Et quel était ce nombre en 2007, à supposer qu'il est prématuré d'obtenir celui de 2008 ? A la Badr, pour les statistiques, on prend tout son temps, même quand il s'agit de les trans-

mettre au ministre de tutelle pour répondre aux sénateurs. Mais on se demande si le ministre connaît les très mauvaises réalités sur le terrain lorsque qu'il précise, lors de la même séance au Conseil de la nation, que les transferts de ces pensions de retraite «ont bénéficié d'une attention particulière et permanente au niveau de la Badr et ses agences régionales, grâce au système informatique spécial mis en place pour ce type d'opérations, afin de verser ces pensions aux ayants droit dans des délais raisonnables». Pour le ministre des Finances et la Badr,

quelle est la définition de ces «délais raisonnables»? Elastiques à souhait ? Quand on sait que les retards sont énormes pour les vieux retraités algériens de l'étranger, résidant en Algérie, et aussi pour les veuves des retraités décédés. Et pourtant, le gouvernement et les patrons des banques publiques ne cessent de déclarer que toutes les opérations bancaires, notamment les transferts de l'étranger, se font maintenant avec beaucoup de célérité. Ils doivent se tromper de pays.

Djilali Hadjadj

## LA RETRAITE CASNOS AU MENU DU «SOIR RETRAITE» DES 11 ET 18 FÉVRIER 2009

## Non-salariés, à vos plumes !

De nombreux assurés sociaux, non-salariés, en activité ou retraités, affiliés à la Casnos, nous écrivent à propos de leurs droits en matière de retraite, notamment quand il y a cumul avec une pension de retraite au titre du régime des salariés (CNR), puisqu'ils ont eu à exercer pendant leur carrière une activité salariée et une

activité non salariée (commerçant, entrepreneur, artisan, etc.). Nous les informons que les «Soir Retraite» des mercredi 11 et 18 février 2009 seront exclusivement consacrés à cette question, tant du point législatif que réglementaire. Ils peuvent nous écrire — mais uniquement via Internet (vu les délais très courts) — à

l'adresse électronique suivante : <soiretraite@hotmail.com>. Suite à la première publication de cet appel (édition du 28 janvier 2009), de nombreux lecteurs nous ont envoyé leur «courriel». Pour ceux qui souhaitent faire de même, nous rappelons la date limite d'envoi des Email : le dimanche 8 février 2009.

## Courrier des lecteurs

Que devient un pays  
sans justice sociale ?

Nous nous sommes permis de vous écrire, afin de vous exposer les problèmes des retraités.

1) Le problème le plus crucial c'est celui de «la femme au foyer» : pourquoi a-t-on puni les retraités qui sont sortis en l'an 2000 en les condamnant à toucher uniquement 700 DA au lieu de 1730 DA comme les autres (décision raciale : femme blanche ; femme noire).

2) Les pauvres retraités touchent des pensions inférieures à 15 000 DA et n'ont reçu aucune augmentation, alors que tous les secteurs ont été augmentés ainsi que les retraités militaires. Aucun pays n'a fait comme l'Algérie : nous avons tous des familles à nourrir, des jeunes qui sont devenus des harraga (nos enfants). Les retraités qui sont ni moudjahidine ni touchent de l'euro, ils vivent des poubelles, c'est l'injustice sociale et la hogra. Toutefois, la grande (NDLR\* : qu'a voulu écrire ce lecteur ?) commence dans le milieu des retraités, l'axe Annaba, Constantine, Skikda. Gare ! Que devient un pays sans justice sociale ?

**RÉPONSE :** Nous désapprouvons le commentaire de ce lecteur à propos de cette notion de «décision raciale». Il faut raison garder. Note de la rédaction (NDLR\*) : est-ce que ce lecteur voulait évoquer «la colère gronde ou la grogne» ? Pour rappel, lorsqu'en 2000 le gouvernement avait décidé la baisse du montant de la majoration pour conjoint à charge, nous avons écrit dans ces colonnes que c'était une mesure injuste et négative. Heureusement que ce montant a été revu récemment à la hausse : l'arrêté ministériel n°076 du 2 septembre 2008 fixe le montant de la majoration pour conjoint à charge à 1 250 DA par mois pour les pensions prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000. Cette mesure est entrée en application à compter du mois d'octobre 2008.

Les rappels depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008 ont dû être payés en septembre 2008. Pour rappel, la loi n°99-03 du 22 mars 1999 modifiant et complétant la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite (Journal officiel n°20 du 24 mars 1999) stipule dans son article 15 (ex-article 3), qu'«outre le montant de la pension, le retraité a droit à une majoration pour conjoint à charge dont le montant est fixé par arrêté du ministre chargé de la Sécurité sociale sur proposition du conseil d'administration de l'organisme de retraite. Il ne peut être accordé plus d'une majoration pour conjoint à charge à un même pensionné». Nous demandons aux lecteurs concernés par cette majoration et qui n'auraient pas encore bénéficié de ces dernières mesures de nous le faire savoir.

## Faux et cocasse à la fois ! (\*)

Nous sommes un groupe de retraités issus des banques publiques. Nous avons certains points à soulever liés aux problèmes des retraités et de leur progéniture universitaire sans emploi (au chômage), que nous souhaitons voir publier dans vos colonnes. Tout d'abord il s'agit de l'IRG. Sous d'autres cieux, l'IRG n'est pas imposable aux retraités, en revanche en Algérie, l'IRG est imposable aux retraités (non-actifs) au même titre que les actifs. Le grand avantage des actifs, l'imposition de leur IRG

est compensée par diverses primes que les non-actifs (retraités) ne possèdent pas, à savoir : bonification annuelle ; prime de transport ; prime de panier ; IEP (indemnité d'expérience professionnelle) ; indemnité de risque ; indemnité de responsabilité, etc. Si vous comptabilisez toutes ces primes mensuellement en comparaison avec l'IRG imposée, vous constaterez que l'actif ne débourse rien par rapport au retraité. Pour cela, nous souhaitons que l'Etat fasse quelque chose pour cette frange marginalisée dans tous les sens, notamment celui de ne pas employer des retraités âgés plus de 60 ans au détriment des jeunes universitaires sans emploi. Nous pouvons citer les cas de AGB qui emploie des retraités âgés de 63 à 69 ans, société de garantie de dépôt bancaire âgés de plus de soixante ans et les chargés de liquidation BGM, CAB, Ryan Bank, AIB, Khalifa Airways, Khalifa bank, BCIA, etc.

(\*) Le titre est de la rédaction du «Soir Retraite».

**RÉPONSE :** Ce n'est pas la première fois que ce retraité anonyme (qui signe son courrier avec des noms et des adresses fantaisistes) nous écrit sur cette question d'IRG (impôt sur le revenu) pour les retraités : à chaque fois nous avons publié ses envois. Quand il affirme que «sous d'autres cieux l'IRG n'est pas imposable aux retraités», c'est faux : l'exonération d'impôt n'est pas liée à un statut mais au montant des revenus ! Pour rappel, la loi de finances complémentaire pour 2008 (publiée au Journal officiel n°42 du 27 juillet 2008) contenait une disposition relative à la baisse de l'IRG «Art. 68. sont affranchis de l'impôt : d) les travailleurs handicapés moteurs, mentaux, non voyants ou sourds-muets dont les salaires ou les pensions sont inférieurs à vingt mille dinars (20 000 DA), ainsi que les travailleurs retraités dont les pensions de retraite du régime général sont inférieures à ce montant.» Concernant la possibilité de «ne pas employer des retraités âgés de plus de 60 ans au détriment des jeunes universitaires sans emploi», le souhait de ce lecteur est osé, et la situation est cocasse, car ce même lecteur anonyme n'a cessé de se présenter lui-même — et ce depuis des années — comme un retraité d'une banque publique et recruté en post-retraite dans une banque privée ! Voir d'ailleurs le courrier ci-dessous dont il est aussi l'auteur.

D. H.

«Le beurre et l'argent  
du beurre» (suite)

A propos de l'article «Soir retraite» paru le mercredi 17 septembre 2008 intitulé «Le beurre et l'argent du beurre», nous déplorons la réponse en question qui dénote un mépris affiché à l'encontre d'une frange de retraités obligée à l'époque de partir dans des conditions obscures et ce, au regard de la loi Ouyahia instituant à l'époque la mise à la retraite anticipée ou proportionnelle pour endiguer la pléthore des sureffectifs enregistrée au sein du secteur étatique. En effet, la plupart d'entre nous percevait en moyenne une pension de 20 000 DA environ qui représente 80% du salaire soumis à cotisation. Ce maigre revenu (pension) nous a incité à convoiter en parallèle des emplois contractuels auprès du secteur privé moyennant en moyenne 30 000 DA par

mois imposables. Vous conviendrez avec nous que le salaire cumulé post-retraite ne peut faire face aux difficultés de la vie actuelle (flambée des prix) contrairement à ceux qui de nos jours perçoivent des salaires qui dépassent les 80 000 DA mensuels. C'est pourquoi nous avons estimé utile de recourir à votre honorable rubrique à l'effet de nous faire la lumière (non passionnelle) sur les impositions prélevées pour les retraités en activité post-retraite, comme nous aurions souhaité connaître si nous avions le droit à la régularisation complémentaire issue de ces cotisations pour renflouer notre pension et nous mettre au diapason face à la détérioration sans cesse croissante du pouvoir d'achat. Car notre position contractuelle est éphémère, elle est à durée déterminée (CDD) et non renouvelable. Merci pour vos éclaircissements et ne vous trompez pas de cible, car elle est située ailleurs : nous ne faisons que joindre honnêtement les deux bouts. Mieux que les voleurs à milliards qui jouissent d'une totale impunité et que certains médias n'ont pas le courage de leurs idées pour les dénoncer publiquement.

**RÉPONSE :** L'auteur anonyme de ce courrier est le même que celui du courrier ci-dessus intitulé «Faux et cocasse à la fois !». Cette fois-ci, ce lecteur commente la réponse que nous avons faite à son courrier publié dans le «Soir Retraite» du 17 septembre 2008. Nous signons et persistons : ce groupe de retraités, comme beaucoup d'autres qui ont profité de la retraite proportionnelle et de la retraite sans condition d'âge, veulent le beurre et l'argent du beurre. Occuper un nouvel emploi après le départ à la retraite — dans des conditions profondément injustes imposées par la Banque mondiale et le FMI à l'Algérie, suite au rééchelonnement de la dette et aux programmes désastreux de réajustement structurel — est en soi tout à fait anormal.

Ce type de retraités a commencé à «pomper» la CNR bien avant l'âge légal de 60 ans, et à la seule charge de la CNR, donc des cotisants sociaux (actuels et futurs retraités). D'autant plus que l'Etat n'intervient nullement — autre injustice — dans le financement de ces retraites privilégiées.

La CNR est en situation financière très précaire à cause de ces retraités de «1<sup>re</sup> classe» : elle s'est vue contrainte de dépenser ces dix dernières années des centaines de milliards bien avant l'heure, c'est-à-dire bien avant 60 ans !

A quand la suppression de ces retraites proportionnelles et sans condition d'âge ? Il est temps que le gouvernement prenne des mesures urgentes dans ce sens. L'UGTA ne doit plus continuer à s'opposer à cette suppression : il y va de l'avenir de la CNR. Quand ce lecteur affirme qu'«une frange de retraités obligée à l'époque de partir dans des conditions obscures», nous lui répondons que c'est faux ! Tous ceux qui ont profité des retraites proportionnelles et sans condition d'âge l'ont fait de manière volontaire comme le stipule la loi. Quant à oser écrire au sujet des «voleurs à milliards» que «certains médias n'ont pas le courage de leurs idées pour les dénoncer publiquement», nous répondons à ce lecteur qu'il commence lui-même par ne pas abuser de l'anonymat en direction du «Soir Retraite» !

Djilali Hadjadj